

**ARRÊTÉ PORTANT RÉGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET  
DU STATIONNEMENT SUR LA COMMUNE**

**Le Maire de SAINT-GENIÈS BELLEVUE**

VU la loi N°89-413 du 22 Juin 1989 relative au Code de la Voirie Routière et le Décret N°89-631 du 4 Septembre 1989 ;  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
VU le Code Pénal ;  
VU le Code de la Route, et notamment l'article R225 ;  
VU le décret N° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière ;  
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié et complété par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;  
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 ;  
VU la demande par laquelle l'entreprise SADE (6 Chemin de Garrabot – 31770 COLOMIERS) – souhaite réaliser des travaux de renouvellement de canalisation d'eau potable et branchement au niveau de la Rue Victor Hugo, 31180 Saint-Geniès Bellevue.

**CONSIDERANT** la nécessité de prendre toutes mesures pour assurer la sécurité des usagers et des personnes exécutant les travaux,

**ARRÊTE**

**Article 1** : Afin de permettre des travaux en urgence de renouvellement de canalisation d'eau potable au niveau de la Rue Victor Hugo sur la commune de Saint-Geniès Bellevue par l'entreprise mandatée, la chaussée sera réduite (avec possible suppression d'une voie) et un basculement de la circulation sur chaussée opposée sera mis en place, la circulation s'effectuera par alternat.

L'arrêt et le stationnement des véhicules (à l'exception des véhicules du chantier) seront interdits dans la zone de travaux.

La vitesse de circulation sera limitée à 30 km/h dans la zone des travaux.

Il faudra que l'entreprise en charge des travaux installe de part et d'autre de la zone les panneaux réglementaires afin d'assurer la sécurité des usagers et employés.

**Article 2** : La base de vie de l'entreprise devra être située à cheval sur la chaussée et le trottoir. Un périmètre de sécurité devra être matérialisé autour de la base de vie.

**Article 3** : L'entreprise devra, avant toute intervention, demander les plans des réseaux aux différents concessionnaires afin d'éviter tout problème lors des opérations.

**Article 4** : Ces dispositions entreront en vigueur du jeudi 18 octobre 2024 pour une durée de 15 jours.

**Article 5** : La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, sera mise en place et entretenue par l'entreprise.

**Article 6** : Les signaux en place seront déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduits à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

**Article 7** : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8** : Le Maire de Saint-Geniès Bellevue, le Commandant de la Gendarmerie de Castelginest et le Chef de la Police Intercommunale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Geniès Bellevue, le 17 octobre 2024.

Monsieur Rouch,  
Adjoint au Maire pour  
Le Maire,  
Sophie LAY

